
CHRISTOPHE NAJDOVSKI

Christophe Najdovski, professeur en Sciences Économiques et Sociales, est élu conseiller de Paris en 2001. Il exerce alors la responsabilité de délégué aux transports et aux déplacements dans le 12^e. Il est réélu en 2008 et devient Adjoint au Maire de Paris, en charge de la petite enfance. Il exerce dans le 12^e la délégation aux jardins partagés et enseigne actuellement les politiques sociales à l'IUT de Bobigny (93).

Avec Denis Baupin, adjoint au Maire de Paris chargé du développement durable, de l'environnement et du plan climat, il œuvre dès janvier 2009 au sein de la Mairie de Paris pour faire interdire les biberons au bisphénol A dans les crèches et haltes-garderies municipales de la Ville de Paris.

POUVEZ-VOUS ME RACONTER D'OU EST PARTIE LA DÉCISION DE RETIRER LES BIBERONS AU BISPHÉNOL A DES CRÈCHES DE LA VILLE DE PARIS ? Y A-T-IL EU UN ÉLÉMENT DÉCLENCHEUR ?

«

Oui, il y a eu un événement déterminant en ce qui me concerne, qui a été la diffusion sur France 2 de l'émission *Complément d'enquête* sur le BPA, qui m'a vraiment sensibilisé sur cette question, bien que nous ayons déjà réfléchi au sujet suite à l'interdiction des biberons au BPA par le Canada en juillet 2008. A partir de là, en janvier 2009, j'ai demandé à ma délégation (le service de la direction de la Famille et de la Petite Enfance) de procéder à une évaluation pour tenter de trouver des alternatives à l'utilisation des biberons au BPA dans les crèches municipales de la ville de Paris, afin qu'ils soient remplacés très rapidement. Les discussions avec le cabinet du Maire de Paris se sont poursuivies jusqu'en avril 2009. Nous avons discuté des alternatives aux biberons au BPA que sont les biberons en verre et les biberons sans bisphénol, et de la question du coût de remplacement (les biberons sans bisphénol coûtant plus chers que les biberons avec bisphénol). Ce remplacement a coûté 150 000 euros à la Mairie de Paris. Nous avons débattu également de la question du retour aux biberons en verre, qui a été vécu par certaines personnes comme un retour en arrière. Nous savions, en avril 2009, que le marché des biberons arrivait à échéance à la fin de l'année : nous avons donc décidé de renouveler les biberons dès la fin de l'exécution du marché. Deux tiers des biberons des crèches municipales de la ville de Paris ont été remplacés par des biberons en plastique sans bisphénol, et le tiers restant par des biberons en verre. Les biberons en verre sont destinés aux plus petits qui ne peuvent pas les casser, dans la mesure où ils sont toujours assistés par une personne. Nous nous sommes finalement rendus compte, à l'usage, qu'ils étaient plébiscités. Ils ne se cassent pas, grâce au revêtement au sol des crèches, ils sont plus faciles à laver et coûtent moins chers que les biberons sans BPA. Lors du prochain renouvellement, nous allons donc sans doute passer au tout verre.

»

VOUS AVEZ PROCÉDÉ AU RETRAIT DES BIBERONS AU BISPHÉNOL A DANS LES CRÈCHES DE LA VILLE DE PARIS, POURTANT IL EXISTE TOUJOURS UN DOUTE SUR LE BPA. ON NE SAIT PAS S'IL EST RÉELLEMENT DANGEREUX OU PAS ...

«
Oui, effectivement. Il y a eu tout un travail de lobbying, si je puis dire, qui a été fait par le Réseau Environnement Santé avec son président, André Cicollela, qui m'a invité à des conférences où il était montré les effets du bisphénol en tant que perturbateur endocrinien qui agit sur le système immunitaire, sur le système reproductif, etc. A partir du moment où il existe des alternatives simples à mettre en œuvre (le remplacement, même s'il a un coût, par des biberons en verre ou des biberons sans bisphénol) et en vertu du principe de précaution, nous ne voulions pas prendre de risques inutiles.
»

COMBIEN DE BIBERONS ONT-ILS ÉTÉ RETIRÉS DES CRÈCHES ?

«
28 000.
»

COMMENT LES PARENTS ONT-ILS RÉAGI À CE RETRAIT ? ÉTAIENT-ILS DÉJÀ SENSIBILISÉS À CETTE QUESTION ?

«
Nous avons eu quelques sollicitations au moment de la controverse début 2009 mais très peu. A l'échelle de Paris, par rapport au nombre d'enfants, qui est de 30 000, c'était extrêmement limité.
»

ONT-ILS REÇU UNE DOCUMENTATION POUR LES INFORMER DU RETRAIT ?

«
Une note interne a été faite sur le remplacement des biberons et une communication institutionnelle sur le retrait a été menée auprès des parents. Des affichettes ont été placées dans les halls des crèches. L'information s'est limitée à ces deux actions, dans la mesure où il ne fallait pas non plus paniquer les parents.
»

PENSEZ-VOUS QU'IL Y A EU GRÂCE À VOUS UNE PRISE DE CONSCIENCE VIS-À-VIS DE LA QUESTION DU BISPHÉNOL A ?

«
Oui, dans la mesure où notre décision a eu un effet d'entraînement sur d'autres villes en France.

La décision du retrait des biberons au BPA dans les crèches municipales de Paris a eu un impact médiatique important. La Ville de Paris a initié un mouvement puisque plusieurs villes comme Besançon, Toulouse ou bien encore Nantes nous ont emboîté le pas. La presse régionale de l'Union de Reims, qui se posait la question de savoir si dans leur ville ils allaient procéder de la même manière, nous a contactés par exemple.

Des collaborateurs d'élus nous ont également sollicités pour nous poser des questions. Nous avons donc eu des échos d'un peu partout en France.

»

EST-CE QU'UN DIRECTEUR DE CRÈCHE PEUT CHOISIR DE LUI-MÊME D'INTERDIRE LES BIBERONS AU BPA DANS SA CRÈCHE OU EST-CE NÉCESSAIREMENT LA MAIRIE QUI EN DÉCIDE ?

—

«

Dans la mesure où c'est la mairie qui procède aux achats, c'est à elle que revient la décision. Les crèches ont un budget pour acheter des choses mais ce n'est pas sur leur propre budget qu'elles vont renouveler tout le stock des biberons.

»

LES BIBERONS AU BISPHÉNOLE QUI ONT ÉTÉ RETIRÉS DES CRÈCHES ONT-ILS ÉTÉ DÉTRUITS ?

—

«

Non, ils ont été recyclés. Nous avons une entreprise spécialisée qui les a collectés et recyclés en phares de voitures et en CD-Roms.

»

VOUS AVEZ RETIRÉ LES BIBERONS À CAUSE DU BISPHÉNOLE QU'ILS CONTENAIENT MAIS NE RESTE-T-IL PAS DANS LES CRÈCHES DES CONTENANTS ALIMENTAIRES QUI EN CONTIENNENT ENCORE ?

—

«

Nous n'avons pas d'analyse précise mais le prochain marché de vaisselle sera garanti sans bisphénoles. Nous profitons en effet de chaque renouvellement de marché pour essayer de progresser sur les normes environnementales. Nous ne pouvons pas tout changer du jour au lendemain, nous ne sommes pas les seuls à décider puisqu'il y a une direction des achats qui centralise tous les marchés publics d'achats de la ville de Paris.

Nous avons surtout essayé d'intégrer dans le cahier des charges des normes environnementales ou des clauses environnementales qui vont amener à privilégier tel ou tel type de produit.

»

AU MOMENT OÙ VOUS DÉCIDEZ DE CE RETRAIT, ROSELYNE BACHELOT, LA MINISTRE DE LA SANTÉ DE L'ÉPOQUE A DÉJÀ PRIS POSITION ET DIT QUE LE BISPHÉNOLE A NE PRÉSENTAIT PAS DE DANGER POUR LA SANTÉ HUMAINE. SAVEZ-VOUS QUELLE A ÉTÉ SA RÉACTION QUAND ELLE A APPRIS LE RETRAIT DES BIBERONS AU BPA DANS LES CRÈCHES PAR LA MAIRIE DE PARIS ?

«
Nous n'avons pas eu de contact direct mais simplement par presse interposée. Nous avons bien vu que chacun campait sur ses positions. C'est après l'intervention de Chantal Jouanno, nommée à l'Écologie, que le gouvernement a changé sa position. Mais toujours est-il que le bisphénol A n'est toujours pas interdit en France. Pourtant beaucoup d'articles attestent de la dangerosité du bisphénol A. En fait, le débat que nous avions portait surtout sur la dose. L'AFSSA, par exemple, soutenait que le BPA était dangereux mais seulement à partir d'un seuil assez élevé et le Réseau Environnement Santé soutenait le contraire, comme les Canadiens. Je pense que le travail de lobbying du RES porte ses fruits. Eux veulent aller beaucoup plus loin, en interdisant complètement le bisphénol A et pas seulement dans les biberons.
»

PENSEZ-VOUS QUE CE SERAIT UNE BONNE CHOSE ? QU'IL FAUDRAIT INTERDIRE LE BPA DANS TOUS LES CONTENANTS ALIMENTAIRES ?

«
Oui, bien sûr. A partir du moment où l'on voit des études qui montrent qu'il y a des effets sur la santé qui sont extrêmement négatifs, il le faut. Mais le problème c'est que nous sommes confrontés à de nombreuses autres substances chimiques au quotidien, dont l'innocuité n'a pas été prouvée alors que les produits ont déjà été lancés sur le marché. Nous nous rendons finalement compte *a posteriori* qu'il y a des effets, mais les intérêts économiques qui sont derrière compliquent tout. Des scandales ont déjà éclaté sur ce sujet : pensez à l'amiante par exemple. Le business as usual fait que l'on privilégie toujours les intérêts monétaires, sans se préoccuper forcément de la santé.
»

POUR VOUS, EST-CE QUE L'AFFAIRE DU BISPHÉNOLE A EST CLOSE ?

«
Oui, le chapitre est clos. C'est derrière nous maintenant. Le fait que la décision du retrait ait pris quelques mois, cela peut paraître long mais en réalité, cela a été assez rapide. Lorsqu'il y a des controverses comme celle qui entoure le bisphénol A, les décisions politiques peuvent prendre quelquefois des années. Dans ce cas précis, la décision a été prise relativement vite et a été annoncée sans attendre qu'il y ait une communication institutionnelle de la ville

de Paris, ce qui nous a posé quelques problèmes avec les conseillers du Maire de Paris.

Bertrand Delanoë avait validé verbalement la décision du retrait des biberons mais nous n'avions pas encore son accord écrit. Les médias m'ont sollicité, moi ainsi que Denis Baupin, l'adjoint en charge de l'environnement et du développement durable. Et lorsqu'ils nous ont interrogés, nous leur avons dit que la décision du retrait des biberons était actée par le maire. Une dépêche de l'AFP est ensuite parue alors que le retrait n'avait pas été validé par écrit par le maire. Tout cela nous a mis en avant nous, les adjoints, et pas le Maire de Paris, alors que c'était une décision qu'il aurait de toute façon prise par lui-même.

»

POURQUOI CETTE HÉSITATION DE BERTRAND DELANOË ? ÉTAIT-CE UNE QUESTION DE COÛT ? OU ALORS N'ÉTAIT-IL PAS SÛR QUE LE BPA SOIT RÉELLEMENT DANGEREUX ?

«

Disons que la question du coût intervient nécessairement à un moment, même si 150 000 euros à l'échelle de la Mairie de Paris ce n'est pas non plus une dépense excessive. Ce qu'il aurait certainement aimé, c'est de maîtriser la communication derrière. Mais ce qui est intéressant c'est que personne n'a remis en cause cette décision même si nous avons un peu forcé la main et que nous avons annoncé le retrait avant que la Mairie ne le fasse. D'une certaine manière, cela a obligé l'exécutif parisien à valider cette décision, même si quelques mois avant, certains élus n'étaient pas convaincus du bien-fondé de cette décision.

»